

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 29/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAH Marckolsheim

Zone Portuaire - 67390 MARCKOLSHEIM

Siège Administratif - 35 route de Strasbourg
67270 HOCHFELDEN

Code AIOT : 0006703047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans l'établissement CAH Marckolsheim implanté Zone Industrielle et Portuaire - 67390 MARCKOLSHEIM. L'inspection a été annoncée le 14/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite portée sur une action nationale 2025 ; Travaux en point chaud.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAH Marckolsheim
- Zone Industrielle et Portuaire - CD 20 - 67390 MARCKOLSHEIM
- Code AIOT : 0006703047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Comptoir Agricole exploite des installations de stockage et de séchage de céréales sur la commune de MARCKOLSHEIM.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Identification des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Administratif	Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 1	Sans objet
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 14.6	Sans objet
4	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 14.6	Sans objet
5	Travaux	Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 14.6	Sans objet
6	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
7	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 20 (14.3)	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 14.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 17/03/2025 a permis d'établir un état des lieux de la situation administrative ainsi que de mener l'action nationale 2025 « travaux et points chauds ».

L'inspection n'a pas constaté de non-conformité notable lors de la visite.

Les activités de travaux en point chaud sont correctement consignées, connues par le personnel, réalisées et enregistrées.

L'inspection demande à l'exploitant la prise en compte des remarques citées dans les constats. Aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Administratif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 1				
Thème(s) : Situation administrative				
Prescription contrôlée :				
L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :				
Désignation de l'activité	Régime	N° de rubrique	Quantité	Unité
Silos de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tous produits organiques dégageant des poussières inflammables	A	2160-1a	131 000	m³
Séchoirs à céréales	A	2910-A-1	34	MW
Nettoyeur – calibreur	D	2260-2	50	kW

Régime : A = Autorisation ; D = Déclaration ; S = Soumis à Servitudes

Constats :

La situation administrative a quelque peu été précisée.

- Rubrique 2160 :

Les silos sur le site de Marckolsheim étant à fond plat, de hauteur de 18 mètres et de volume de 131 000 m³. Les installations sont classées sous la catégorie 2.a de la rubrique 2160 : « *Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations a. Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m³* »

- Rubrique 2910 :

Cette rubrique n'est pas nécessaire du fait du séchoir classé au titre de la rubrique ICPE de l'activité pour laquelle il est utilisé (2160).

Cette modification du classement fait suite à la Note d'interprétation relative au classement ICPE des séchoirs, datée du 26/07/2023.

- Rubrique 2260 :

Suite à une modification de la nomenclature des ICPE, cette rubrique est à supprimer du site car elle exclut les installations dont les activités sont réalisées et classées notamment au titre de la rubrique 2160 : ce qui est le cas de l'installation.

En conclusion, l'inspection a procédé à la mise à jour des rubriques dans la base de données.

La mise à jour est dorénavant consultable sous Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006703047>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 13

Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque / définition des zones de danger

Prescription contrôlée :

L'exploitant détermine les zones de risque incendie, de risque explosion et de risque toxique de son établissement.

Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Les zones de risque toxique sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique est susceptible d'apparaître.

Ces risques sont signalés.

Constats :

L'exploitant a défini les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

Plusieurs documents, comme le « DRPCE » (document relatif à la protection contre les explosions), le « Plan d'Intervention d'urgence général et séchoir », le « Plan des zones atex » et le « Plan d'attaque du feu-plan d'intervention interne » sont en vigueur.

Toutes les zones/activités sur le site ont été identifiées. Pour chaque activité, différents paramètres comme par exemple la capacité/temps de remplissage ou le dépôt de poussières persistantes ou le temps au démarrage avec pour chacun le facteur de marche (en heure) et de temps hors service (en heure) ont été considérés pour en définir un classement en zone d'explosion (BE3, puis 21,22) ou d'incendie possible (BE2).

Les zones de stockage de grain (cellules) sont considérées comme étant BE2 des zones d'incendie. Les élévateurs, nettoyeurs, l'ensemble des tuyauteries (intérieur) de transport de grain et trémie de sécurité d'une part, bascule et trémie, d'autre part, sont respectivement en zone explosive BE3 Atex 22 (*atmosphères explosives de poussières présentes de façon accidentelle*) et Atex 21 (*atmosphères explosives de poussières présentes de façon occasionnelle*).

Les scénarios de risques sont décrits avec pour chacun les consignes à suivre pour une bonne marche et d'évitement d'accident, le cas échéant les moyens de secours sont précisés.

Lors de la visite, il a été observé dans chaque zone et à chaque étage (lorsque risque présent) l'identification/marquage des zones Atex sur les bâtiments et directement sur les installations par exemple sur les tuyauteries intérieures de transport du grain (Atex 22).

Les pompiers, en cas d'intervention, ont à disposition dès l'entrée au site (bureaux) un plan du site délimitant les zones, cellules et extincteurs présents. Ce plan est détachable et peut être utilisé lors de l'intervention.

Les plans d'évacuation sont présents à chaque étage de l'installation.

Il convient sur tous ces plans d'ajouter la mention/logo Atex en lieu de ces zones.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai n'excédant pas trois mois, de transmettre à l'inspection un justificatif du marquage systématique des zones Atex sur les différents plans affichés au bureau et dans les installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 14.6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

(...) Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixent le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assure fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel. Il s'assure également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- les installations présentant le plus de risques d'incendie et d'explosion ont des consignes écrites et/ou affichées.

Celles-ci comportent la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, en période d'arrêt, ou lors de la remise en fonctionnement après des travaux de modification ou d'entretien ;

- les tuyauteries susceptibles de contenir du gaz devront faire l'objet d'une consigne de vérification périodique ;

- toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, sont affichées.

Ces consignes sont compatibles avec le plan d'intervention des secours extérieurs, établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Constats :

De nombreuses consignes sont présentes sur site, à la fois affichées pour celles concernant la sécurité, secours, posture en cas d'accident, d'intervention, et/ou en format papier et informatique pour les mêmes consignes et consignes d'exploitation...

La gestion de l'exploitation est pilotée informatiquement (réception des grains, puis séchage, passage en cellule, vidage des cellules, transfert à l'usine voisine utilisant les grains pour matière première de son activité).

Pour exemple de consigne d'exploitation vu par l'inspection : la surveillance des températures des grains dans les silos. L'objectif est double : la préservation d'un grain de qualité et l'évitement d'incendie. Chaque cellule de stockage est pourvue de 5 sondes connectées au système de surveillance (4 aux extrémités et une en milieu). La mesure se fait sur plusieurs hauteurs sur chaque sonde. Cette surveillance est constante et permet des alertes dès les seuils dépassés. Le seuil enregistré est de 20°C. Plusieurs paliers de température sont identifiés jusqu'au seuil critique de 70°C avec pour chaque palier des actions/consignes pour baisser les températures. La température acceptable des grains est de 20°C. Son idéal de conservation est au alentour de 10°C. Nous étions au jour de la visite sur des températures voisines de 10°C.

L'infrastructure de l'exploitation est régulièrement contrôlée pour en assurer la bonne marche.

Les installations de sécurités sont régulièrement contrôlées pour en assurer la bonne utilisation le cas échéant.

Les trois employés sur site sont au fait de toutes les consignes d'exploitation et de sécurité.

Les prestataires intervenant sur le site sont informés des consignes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 14.6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu

Prescription contrôlée :

Dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles sont interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant.

(...) toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en

œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, sont affichées.

Constats :

Les zones sont correctement identifiées, connues. Les marquages des interdictions de feu sont signalés partout où cela est nécessaire. Il est permis pour exemple de fumer devant le bureau, autrement fumer est interdit dans l'installation et ses abords.

La visite a permis d'en attester de manière exhaustive. Le personnel est informé et respecte les consignes de sécurité.

La consigne privilégiée sur le site est que les interventions de maintenance/réparations nécessitant une source de chaleur se fassent en extérieur des installations. Ainsi, les pièces le nécessitant sont démontées et une fois l'opération réalisée, les pièces sont à nouveau remontées dans le bâtiment. Rares sont les interventions nécessitant une source de chaleur au sein même des installations. Toutes les interventions avec source de chaleur ou flamme sont faites avec autorisations : permis de feu (voir constat 5).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 14.6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

(...) Dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles sont interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant.

En particulier :

- les installations présentant le plus de risques d'incendie et d'explosion ont des consignes écrites et/ou affichées.

Celles-ci comportent la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, en période d'arrêt, ou lors de la remise en fonctionnement après des travaux de modification ou d'entretien ; (...)

Constats :

La maintenance est gérée de manière centralisée pour tout le groupe des comptoirs agricoles auquel appartient le site de Marckolsheim.

Tous les travaux réalisés sur le site sont accompagnés d'un plan de prévention. L'ordre des travaux peut émaner et être validé et/ou visé par le service de maintenance ou directement par le responsable du site. Dans tous les cas, les enregistrements des plans de préventions relatifs à tous les travaux exécutés sur le site sont disponibles sur site. Le plan d'intervention répertorie entre autre les activités dangereuses et les moyens de prévention spécifiques correspondant notamment pour une intervention avec source de chaleur ou flamme. Si les travaux sont de cet ordre, un permis de feu est alors ajouté au plan de prévention. La condition de travaux en point chaud est l'arrêt de l'installation et ce de manière systématique.

Les trois derniers permis feu en date sur le site de Marckolsheim ont été présentés à l'inspection. Ils sont correctement complétés et visés, au démarrage des travaux et à la fin des travaux.

Ils n'appellent pas d'observations particulières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

[...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Constats :

La réalisation des travaux dans l'installation fait bien souvent appel à des entreprises extérieures. Les plans d'intervention ainsi que les permis feu si utiles sont établis.

Les derniers en date ont été présentés à l'inspection. Ils ont tous été correctement complétés des informations du prestataire ainsi que visés par lui et au moins le responsable du site et/ou le service de maintenance.

Les travaux sur site sont toujours supervisés par le responsable du site ou d'un employé le cas échéant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats :

Il n'y a pas eu de travaux réalisés le jour ou la veille de la visite d'inspection.

Le contrôle a de fait été documentaire. Tous les travaux réalisés sur site sont vérifiés en fin de réalisation. La fin des travaux est enregistrée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 20 (14.3)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Nettoyage
Prescription contrôlée : 14,3 ; A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. (...) L'arrêté ministériel] du 31/03/1980 portant réglementation des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable. 20. Entretien : L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.
Constats : Des consignes de nettoyage existent, sont connues et sont appliquées. Un logiciel de nettoyage permet d'enregistrer tous les nettoyages effectués. Globalement, l'organisation du nettoyage est comme suit : une ronde toutes les semaines, un grand nettoyage de toute l'installation après chaque campagne d'activité et lors de la période de très forte activité une ronde est organisée chaque jour pour vérifier l'empoussièrement. Ce sont les employés du site qui sont en charge du nettoyage. Il est fait appel à titre exceptionnel à un prestataire pour effectuer ce nettoyage (cela peut être les plafonds des silos par exemple). Le nettoyage est principalement effectué à l'aide d'un aspirateur, de balai. La soufflette est uniquement utilisée pour les séchoirs et les charpentes quand les conditions sont réunies : absence de point chaud et arrêt des installations. L'usage de la soufflette est validée au préalable et est enregistrée. Il a été vérifié sur le logiciel informatique la bonne tenue des enregistrements des nettoyages. Les derniers enregistrements d'utilisation de soufflette ont été vérifiés également. La visite a permis d'observer des accès propres et des installations correctement tenues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2001, article 14.6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : (...) Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les 18 mois, les observations ; auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Des formations sur la sécurité sont régulièrement données à l'ensemble du personnel. Ces dernières sont depuis peu consignées dans un logiciel dédié. Elles l'étaient déjà auparavant,

mais de manière plus manuelle.

L'inspection a vérifié pour un des employés, les formations reçues les dernières années ainsi que les formations prévues cette année. Il a suivi régulièrement des formations « sécurité ». Sont prévues pour lui cette année l'« habilitation électrique » et une formation intitulée : « séchoirs à grains : maîtriser le pilotage la sécurité et qualité des matières » Cette formation sera donnée par un organisme spécialisé dans le métier et intégrera les pompiers.

Le premier exercice POI a eu lieu en 2024 sur « l'échauffement dans une cellule ». Il sera réitéré en 2025 sur un nouveau scénario avec l'ensemble du personnel.

Type de suites proposées : Sans suite